

Les libéraux ne désigneront pas de « Spitzenkandidat » pour la Commission

ÉLECTIONS EUROPÉENNES L'ALDE désignera plutôt une « Spitzen-team »

► L'ALDE constituera un groupe de personnalités qui incarneront leur famille lors des élections de 2019.
► Ils y puiseront le moment venu leurs candidats pour de hautes fonctions.

C'était une petite phrase sur le mode hypothétique, mais qui signifiait en fait beaucoup plus que ce qu'elle n'en a laissé paraître. Dans l'entretien qu'il a accordé il y a près d'une semaine au quotidien français *Ouest-France*, où il a annoncé prématurément comme quasiment conclue l'alliance de la famille libérale européenne ALDE avec le parti La République en Marche d'Emmanuel Macron (*Le Soir* des 10 et 11 septembre), Guy Verhofstadt, chef du groupe libéral au Parlement européen (PE), a aussi confié que sa famille est devenue « très critique » du système des « Spitzenkandidaten ». Il s'agit de ce système, éternel lors des précédentes élections au PE, où tous les partis européens désignent une « tête de liste » qui est leur candidat à la présidence de la Commission européenne.

Le pouvoir aux citoyens

Celui dont la famille politique a obtenu le plus de sièges, ou qui rassemblerait une majorité au Parlement sur son nom, est alors dans les faits imposé aux chefs d'État ou de gouvernement. A la base de ce système : le traité de Lisbonne, qui a laissé au Conseil européen (les chefs d'État ou de

gouvernement) de désigner le président de Commission, mais a accordé au Parlement le soin de l'investir. C'est de cette façon qu'en 2014 Jean-Claude Juncker, candidat du Parti populaire européen (PPE, droite modérée) puis soutenu par les sociaux-démocrates et les libéraux, a été désigné et investi. L'idée de base : ce sont les citoyens qui doivent pouvoir déterminer qui devient le patron de la Commission et non, comme ce fut toujours le cas, les

capitales au travers de marchandages opaques.

Pour 2019, toutes les forces politiques pro-européennes du PE semblaient d'accord pour reproduire le même processus afin de conforter la prééminence qu'avait réussi à prendre leur institution. C'est ainsi qu'au PPE, le chef de groupe Manfred Weber a annoncé la semaine dernière sa « candidature à la candidature » (voir son entretien dans *Le Soir* de jeudi). Et il est attendu que les autres formations lancent à leur tour leur processus de désignation.

Mais selon plusieurs sources libérales qui l'ont confirmé au *Soir*, la déclaration de Verhofstadt, tête de liste européenne en 2014 et jusqu'il y a peu fervent avocat du système, était bien plus qu'une réflexion à voix haute : en réalité, l'ALDE, qui tiendra son congrès préélectoral en novembre à Madrid (deux jours après celui du PPE qui élira son candidat à Helsinki) n'y désignera pas de « Spitzenkandidat ». Les libéraux y avanceront plutôt une « Spitzen-team » : à savoir un groupe de figures de proue qui incarneront la famille libérale dans la campagne européenne. (Voir ci-joint.) Mais qu'on ne s'y

trompe pas. La famille libérale, qui compte le plus de membres actuellement au Conseil européen, sait que dans le grand partage de postes – les présidences de la Commission, du Conseil européen, du Parlement mais aussi de la Banque centrale européenne – qui interviendra dans la foulée de ces élections, l'un de ces postes devra lui revenir. Très logiquement, les candidats possibles à l'une de ces fonctions sera dans cette « Spitzen-team »...

Pour les autres formations pro-européennes, et pour le Parlement en tant que tel, la décision des libéraux sera perçue comme une trahison démocratique : car sans candidat officiel de toutes les familles, c'est tout le principe d'une concurrence démocratique qui s'effondre, et avec lui le pouvoir qu'avait capté le Parlement face aux capitales. Verhofstadt justifiait auprès de *Ouest-France* : « On aime les Spitzenkandidaten pour lesquels les gens peuvent voter, mais la justification démocratique, c'était la liste transnationale. Et pour des raisons purement politiques, le

PPE n'en a pas voulu. Or, en refusant les listes transnationales, ils ont tué le Spitzenkandidaten. »

Un argument contré par les autres groupements pro-européens, d'une façon bien résumée par Philippe Lamberts (Ecolo), chef de groupe des Verts européens : « Il n'y avait pas de listes transnationales lorsque Verhofstadt a été tête de liste. Macron est contre le système, voilà la seule raison. C'est la preuve que ce n'est pas Macron qui va rallier l'ALDE, mais l'ALDE qui rallie Macron. » ■

JUREK KUCZKIEWICZ

LES PERSONNALITÉS PRESENTIÈRES POUR LA « SPITZEN-TEAM » DES LIBÉRAUX EUROPÉENS

Margrethe Vestager

La Danoise, commissaire à la Concurrence, est la personnalité libérale la plus citée comme candidate présidente de la Commission européenne. À son crédit, son image de pourfendeuse des multinationales évitant l'impôt et des géants américains de l'internet. Médiatiquement, c'est la star. À son passif : le Danemark ne fait pas partie de la zone euro et s'est exclu des politiques UE de police et justice. Son Premier ministre, pourtant libéral, n'en veut pas. Et si dans la famille libérale on apprécie son impact d'image, elle n'y dispose d'aucun poids politique...

J.KZ

Mark Rutte

Le Néerlandais est probablement le non-candidat auto-proclamé le plus sérieux à un « top job » européen. En cours de troisième mandat de Premier ministre, mais à la tête d'une coalition courte d'une voix, il se profile clairement, depuis que le Royaume-Uni a symboliquement disparu du paysage politique de l'UE, comme le chef de file de l'Europe eurosceptique (à ne pas confondre avec « anti-européenne » !). Second en ancienneté et expérience au Conseil européen après Angela Merkel, il n'a que 51 ans. Un profil parfait pour y succéder au Polonais Donald Tusk.

J.KZ

Xavier Bettel

Le Premier ministre luxembourgeois est assuré d'une chose : il ne sera plus chef du gouvernement au lendemain des législatives du 18 octobre, dont les chrétiens-sociaux sont favoris. Cela dope les ambitions européennes ! En cinq ans, Bettel s'est fait remarquer par son entretènement au Conseil européen (il est devenu ami avec Emmanuel Macron, par leur ami commun Stéphane Bern, entraînant Charles Michel dans la bande). Et il a « labouré » les rangs de l'ALDE, voire au-delà, au Parlement européen où il en tutoie beaucoup. Évidemment, après le mandat de Jean-Claude Juncker, être luxembourgeois n'est pas un avantage...

J.KZ

Charles Michel

A l'ALDE ce n'est un secret pour personne : le Premier ministre belge mise sur une poursuite de la coalition fédérale actuelle (complétée du CDH), sous sa conduite. Mais en cas d'accident (résultat électoral défavorable, volonté de la N-VA de s'emparer du 16, rue de la Loi...), le leader du MR pourrait être disponible. L'hypothèse est évoquée. Michel compte dans la famille, ce qui est naturel pour un Premier ministre, et il est écouté au Conseil européen. Les trois dirigeants du Benelux en auraient convenu : selon le contexte et le profil le plus approprié le moment venu, ils s'entendront sur celui qu'il conviendra de placer.

J.KZ

Sylvie Goulard

Emmanuel Macron et son parti LREM, déjà faible en personnalités au pays, n'ont pas de figure européenne reconnue, outre Jupiter lui-même. Sylvie Goulard, épouse ministre de la Défense, en est une : experte reconnue des affaires européennes et ex-eurodéputée centriste, spécialiste des questions économiques, elle a été faite sous-gouverneur à la Banque de France par Macron. Certains assurent que le président, qui veut l'un des « top jobs » pour la France, aurait jeté son dévolu sur la Banque centrale européenne. Et que la nomination de Goulard à la Bdf en aurait été la première étape. Détail peu anodin : l'intéressée est parfaite germanophone et très introduite dans les milieux décisionnaires allemands.